

DE LA DÉMOCRATIE AU TEMPS DES RÉSEAUX SOCIAUX

Par Jean-Pierre Corniou

Partenaire au sein du cabinet de conseil SIA Partners.



Par nature, les démocrates sont confiants dans la pertinence d'un système qui a réussi, à travers de multiples épreuves, à faire ses preuves depuis le début du XVIII^e siècle. Ils ont tort. Aujourd'hui, dans certains pays comme le nôtre, cette résilience de la démocratie est considérée comme un acquis de civilisation. Mais elle n'est ni universelle, ni reconnue par tous. Car depuis plusieurs années, partout dans les pays démocratiques, se lève un obscur désir de chaos.

Pour les démocrates, « l'ordre démocratique repose sur un principe d'inclusion des hommes dans une même organisation politique à vocation universelle : la société moderne doit être organisée par la raison commune à tous les êtres humains et sur la valeur de la liberté ; il est fondé sur le projet de les émanciper, de les sortir hors de l'«état de tutelle», selon la belle formule de Kant¹ ». Raison commune, liberté, émancipation, ces valeurs fondatrices issues des Lumières paraissent tellement naturelles. Elles s'incarnent dans des textes, des institutions, des pratiques sociales qui ont permis, depuis 1848, à l'Europe de s'affranchir, malgré des régressions, de tous les despotismes.

Mais cet ordre démocratique ne s'est pas installé sans combats contre des forces adverses que l'on a pu croire vaincues. En effet, celles-ci cherchent à renaître de part et d'autre de l'Atlantique, à remettre en cause cet esprit de liberté qui touche toutes choses. Les formes de cette lutte contre les valeurs des Lumières sont nouvelles. Elles ont su capter la puissance des outils numériques,

1. Dominique Schnapper, *L'Esprit démocratique des lois*, Gallimard, coll. « NRF Essais », 2014, p. 11.

attendus avec confiance comme des outils de savoir et d'émancipation, pour les retourner au service d'un poison redoutable, le doute envers la société, ses institutions, ses valeurs, et même l'idée de progrès. Il s'agit, en s'attaquant frontalement à la démocratie parlementaire et au système représentatif, de toucher au plus profond de ses racines la civilisation de la liberté.

En 2017, dans la préface à une étude magistrale publiée par la Fondation pour l'innovation politique, Dominique Reynié écrivait : « La perspective d'un monde sans choix ruine les fondements de l'idée démocratique et offre peut-être comme option nouvelle la sortie de la démocratie parlementaire². » Il touchait juste. Aujourd'hui, le pouvoir en place dans un pays démocratique n'est plus confronté à un projet alternatif dans un débat loyal et construit dont l'issue se jouerait dans les urnes. Il fait face à un nuage d'opinions individuelles dont émergent, parfois, quelques voix plus fortes que les autres qui font un buzz éphémère qui les distingue dans le bruit de fond des médias et des réseaux sociaux. Le pouvoir en place est une cible quotidienne focalisant les sarcasmes, les violences verbales, les insultes et le mépris d'anonymes vengeurs.

Quelles que soient les décisions, elles soulèvent un flux de violences qui ne visent pas, comme dans le modèle de pouvoir alternatif que le système démocratique avait façonné depuis cent cinquante ans, à proposer une vision structurée de solutions différentes de celles appliquées par le pouvoir en place. Ce flot de critiques, inédit par sa virulence, est une remise en cause globale et sans nuance du pouvoir exécutif, de ses compétences, de ses choix de solution et de sa légitimité pour les mettre en œuvre.

Le déploiement de la force complotiste

Cette remise en cause radicale ne prétend pas s'appuyer sur un diagnostic différent, favorisant la construction d'autres solutions. Elle n'a pas d'autre but que le discrédit du pouvoir et des personnes qui en sont démocratiquement investies.

Mais il ne s'agit pas seulement de discréditer la démocratie de l'extérieur par des coups de boutoir quotidiens qui en détruisent les bases. Il s'agit aussi de détruire la démocratie de l'intérieur. Des groupes de gens, incarnés par des leaders providentiels, ont réussi à capter ce mouvement collectif pour le transformer en outil de pouvoir. Cette prise de pouvoir par les urnes, qui réussit en usant de tous les subterfuges pour ne pas s'engager sur un projet effectif, ouvre un espace de création politique baroque. Il s'agit, même pour ceux investis démocratiquement de l'autorité, de ne respecter aucune des règles conventionnelles de son exercice. Nombre de pays démocratiques succombent

2. Dominique Reynié (dir.), *Où va la démocratie ? Une enquête de la Fondation pour l'innovation politique*, Plon, 2017, p. 16.

à cette tentation tant la simplification des analyses exploitée avec cynisme par des leaders opportunistes leur permet de s'emparer légalement du pouvoir pour ensuite en détricoter méthodiquement les fondements démocratiques. Pour parvenir à leurs fins, ils utilisent un ensemble d'arguments que l'on a pu rassembler sous l'appellation « populisme », mais qui à présent dépassent ce cadre encore trop formel pour s'appuyer sur les analyses les plus débridées du « complotisme ».

Ce qu'on rassemble sous l'appellation « complotisme » est en fait la mise en forme attractive d'une série d'analyses qui rendent l'explication de phénomènes complexes accessible à tous. L'objectif est d'apporter une explication facile à assimiler, pour fabriquer des convictions inattaquables. Peu importe le rationnel, l'essentiel est d'administrer une apparence convaincante de la cohérence. Les outils sont bien connus. Des faits, parfois véridiques, sont agrégés dans un ensemble de relations de causalité illusoire qui constitue un tout crédible que l'on ne peut attaquer. La grande force de cette construction machiavélique est de refuser tout débat qui ne pourrait être que la preuve de la justesse des principes formulés. On *nous* attaque est la preuve que *nous* avons raison, que *nous* avons touché juste en dévoilant les mécanismes du complot.

On observe deux formes complémentaires de complotisme :

- la première, le complotisme d'obstruction, fabrique un récit dont l'objectif unique est de faire de toute décision la démonstration de la soumission des équipes dirigeantes à des forces supérieures, occultes, animées d'intentions néfastes et cyniques pour parvenir à leurs fins obscures ;
- la seconde, le complotisme au pouvoir, vise à justifier ses difficultés, ses échecs à tenir les promesses par la mise en œuvre souterraine des forces rassemblées dans un concept commode, celui d'« État profond » (*deep state*).

Les médias, associés à cet « État profond » et aux cercles de « pouvoir occulte » internationaux comme le World Economic Forum, la Fondation Melinda et Bill Gates, les fondations de Georges Soros ou le cercle Bilderberg sont évidemment les cibles des flèches complotistes, qui les désignent comme à l'origine de cette volonté de domination du monde ou, tout au moins, comme les complices. Les complotistes ne se donnent même pas la peine de nommer leurs adversaires. Jouant sur la complicité avec leurs fans, il leur suffit de désigner des groupes de coupables – « les banquiers », « les actionnaires », « Big Pharma », « l'Europe » ... – en les présentant comme le véritable pouvoir. L'ennemi du peuple, ce sont bien ces « blocs élitaires » opaques et puissants qui prennent toutes les décisions du monde dans l'impunité la plus totale. Les gouvernements et les organisations internationales sont aux ordres de ces cénacles dont ils mettent en œuvre les décisions dans leurs pays, au mépris total de l'opposition légitime des peuples qui refusent d'être des « moutons ».

Aussi le raisonnement martelé avec constance par les complotistes est très simple : ne faites pas confiance aux élus car leurs élections sont truquées, ils sont en fait choisis par des processus fausement démocratiques pour accomplir les basses besognes des vrais dirigeants cachés. Ils sont donc illégitimes et vous devez résister à leurs décisions. À l'inverse, seuls certains dirigeants, comme Donald Trump ou Vladimir Poutine, ont le charisme et le pouvoir susceptibles de casser cette machine bien huilée, et il faut leur faire confiance aveuglément.

Une pratique de la déstabilisation comme objectif suprême

Cette mécanique n'a qu'un but : jeter un doute sur le processus démocratique et sur les institutions qui l'incarnent, gouvernement, parlement, justice et forces de l'ordre. Tour à tour, ces institutions font l'objet d'attaques frontales pour démontrer que leurs actions sont illégitimes et abusives. Au nom de la liberté, toute décision peut être taxée de « liberticide », terme qui connaît une popularité croissante tout autant que le mot « dictature » pour qualifier les régimes démocratiques qui exercent leurs responsabilités dans un sens qui ne convient pas à tous. Or le devoir de l'État est bien de garantir à chaque citoyen le libre exercice de ses droits. Il ne peut le faire qu'en faisant appliquer les lois avec les outils à sa disposition. Remettre en cause le pouvoir de faire appliquer la loi est bien rendre l'exercice de la démocratie impossible. Le travail de sape contre la loi, la justice et la police est une attaque frontale contre l'exercice de la liberté.

Le système démocratique est une construction complexe qui repose sur trois piliers, dépassant le seul champ de l'organisation des pouvoirs publics :

- la démocratie, c'est tout d'abord la liberté individuelle dans son exercice le plus large dans la vie politique, économique et sociale : liberté de penser, d'émettre des opinions, de se regrouper en partis politiques et associations pour les défendre, de manifester, liberté de se déplacer et de faire des choix de vie, professionnelle, relationnelle, sexuelle, sont autant de manifestations de ce principe fondamental de citoyenneté qui a marqué la fin des régimes absolutistes. La démocratie, c'est bien évidemment la liberté de choisir librement ses dirigeants et de pouvoir les révoquer par le suffrage ;
- la démocratie, c'est ensuite la liberté d'entreprendre, de produire des richesses et d'exercer l'activité professionnelle de son choix ; cette liberté économique est indissociable du principe de citoyenneté et le décret d'Allarde de 1791 qui, supprimant les corporations, donnait « à toute personne la liberté de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon » ;

– la démocratie, enfin, s'exerce dans le champ de la connaissance et de la pensée ; c'est la liberté de comprendre le monde et de penser le futur. Elle est animée par l'idée de progrès qui appartient à l'être humain et donne libre cours à son désir d'analyser les interactions qui traversent le monde dans toutes ses composantes. Elle rejette les croyances surnaturelles, les superstitions pour s'appuyer sur la démarche scientifique. La science est ainsi le moteur de la transformation de la société depuis le XVIII^e siècle. Elle a fait reculer la sphère des croyances en établissant un corpus de règles prouvées qui ont permis à l'humain de résoudre, pour partie, les mystères de son origine et de son environnement. Ses frontières sont sans cesse révisées grâce à une méthodologie rigoureuse, la preuve, validée par le consensus des experts.

Remettre en cause chaque composant de ce système, c'est altérer la cohérence du système libéral et donc préparer l'avènement d'un système plus juste aux yeux de ses promoteurs, le système illibéral. De quoi s'agit-il ? Arguant de l'incapacité des systèmes démocratiques classiques de comprendre le peuple et de l'allégeance aveugle de leurs dirigeants aux pouvoirs occultes, il faut choisir des dirigeants capables de s'opposer au « système ». Le « système » désigne cette puissante alliance des médias, des dirigeants économiques et politiques et de l'état profond. Le pouvoir illibéral ne se contente pas de remettre en cause le principe de liberté de choix des dirigeants par des élections libres. Il s'attaque aux fondements mêmes de la démocratie c'est-à-dire aux libertés de jouir pleinement de sa différence en exprimant sans crainte des choix individuels qui ne sont pas conditionnés par d'autres facteurs que la mise en œuvre des droits fondamentaux. C'est pourquoi les régimes illibéraux feront de la diversité une de leurs cibles privilégiées. Refuser la diversité désigne les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur et justifie par avance toute action à leur encontre : Jair Bolsonaro attaque ainsi les homosexuels ; Marine Le Pen, les « étrangers » ; Donald Trump, les *fake news medias* ; Vladimir Poutine, la démocratie occidentale individualiste et libérale, et tout ce qui n'est pas russe...

L'identification à un leader est le propre des pouvoirs totalitaires. Derrière le complotisme, qui sape les bases d'une société lucide et responsable pour remplacer les faits par des croyances, comme avant les Lumières, se profile le retour aux formes bien connues de la dictature.

Il y a donc un risque majeur de laisser le complotisme gagner en influence. Bien que des critiques puissent être adressées à ce système, ceux qui professent que l'exercice de la démocratie n'est qu'un leurre préparent les esprits à accepter sa disparition, non seulement dans l'ordre politique, mais aussi dans notre vie quotidienne.